

Qui écrit l'histoire ?

Anny GLEYROUX DUCOM

Si chacun est acteur de la «*Grande Histoire*», pour autant qui s'autorise à en faire l'analyse, à en produire un récit critique et à travailler une vision complexe de cette histoire à laquelle il contribue trop souvent de manière inconsciente ?

Dans ce domaine - comme dans d'autres d'ailleurs - la question de l'expert est posée depuis longtemps. Pour le souligner, certains utilisent une métaphore humoristique ne laissant pas la place au doute : *tant qu'il n'y aura pas d'histo-*

rien spécialisé dans l'histoire des lions, les récits de chasse seront toujours à la gloire des chasseurs.

«**L'histoire sociale**»

Cette question s'est posée depuis quelque temps concernant l'histoire sociale très souvent oubliée ou pire occultée, parfois par méconnaissance, parfois volontairement.

Dans le propos qui va suivre, il n'est pas question de nier la nécessité de l'historien formé, reconnu, voire rémunéré dans le cadre de sa fonction, mais il sera question de réfléchir comment se pratique l'exclusion du plus grand nombre, du droit à penser et à écrire ; comment restituer à la mémoire collective des actions populaires dénaturées, ignorées par omission ou par volonté délibérée, ce qui s'apparente alors à du révisionnisme.

« Premiers pas vers un Tous Capables »

Première étape : mécontents de la façon dont les manuels scolaires reflétaient une pensée unique soutenue par des historiens patentés, des syndicalistes s'engagent pour faire œuvre d'historien. Les acteurs de cette «histoire sociale-là» (ou leurs héritiers) classent et archivent les documents, les analysent, racontent et écrivent, organisent des débats, des colloques. Dans ce cadre ils créent et développent des Instituts d'Histoire Sociale, se spécialisent par région, par branche professionnelle.

Premiers pas vers un «Tous Capables» de relire et de compléter cette «Grande Histoire» des pays par la «plus quotidienne» et en apparence plus banale histoire des luttes sociales qui, comme chacun devrait le savoir, est la goutte d'eau (voire le fleuve en crue) faisant déborder les vases des politiques d'État, des cercles institutionnels ou des actions entre «gens bien pensants».

Ainsi depuis vingt ans (c'est peu encore) plusieurs Instituts CGT d'Histoire sociale commencent à gagner leurs lettres de noblesse face à l'université qui seule détenait le pouvoir, et le détient encore trop souvent.

Le sérieux, la qualité et l'originalité des écrits et des colloques engagés par ces syndicalistes - auxquels participent d'ailleurs des écrivains officiels - est bien le fruit d'une volonté de «Tous capables», non formalisée de cette manière, mais évidente.

« Une hiérarchie reconstituée »

Deuxième étape : au bout de vingt ans, il s'est reconstitué une hiérarchie dans ce milieu, des historiens «sociaux» / militants ouvriers (entendre ouvriers, employés ou cadres).

Quelques-uns plus érudits et plus passionnés que d'autres par la «culture de la lutte» se retrouvent parfois involontairement... quoique... en train de confisquer de nouveau le pouvoir d'écrire à d'autres, à des acteurs anonymes - souvent aux femmes - qui savent pourtant et qui laissent au fond de leur mémoire des faits extrêmement importants pour mieux comprendre et vivre le présent, ainsi que pour anticiper sur l'avenir.

Alors la tendance, pour cette voix différente mais oubliant un

peu la pluralité, est à nouveau au risque d'impasses sur le chemin de la vérité historique où chaque caillou à un rôle.

« Les voix multiples des acteurs »

Troisième étape : où il s'agit de reprendre la relecture et la réécriture de l'histoire sociale avec les voix multiples des acteurs eux-mêmes.

Convaincues que nous sommes tou(te)s capables de le faire - il suffit de changer de regard sur soi d'abord et sur ses propres capacités, sur les experts ensuite et sur l'histoire bien sûr - nous lançons un défi : le numéro spécial *des Aperçus de l'Histoire sociale d'Aquitaine* (1) sur les luttes de femmes sera fait par toutes celles qui auront des choses à dire et aussi par celles qui n'y pensent pas encore.

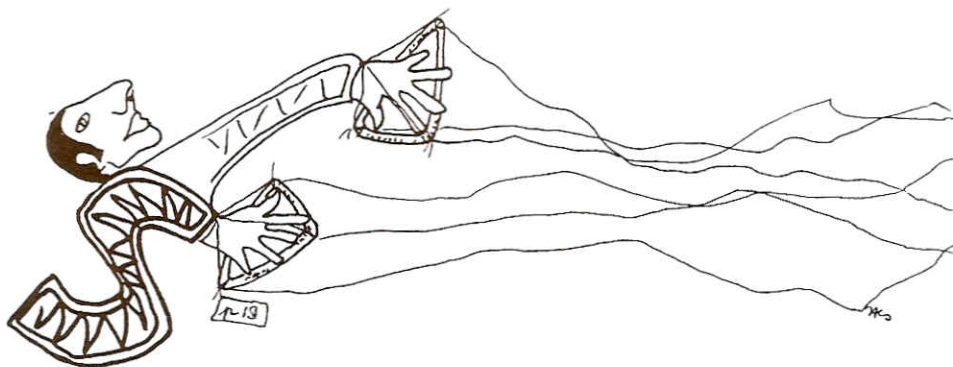
On démultiplie les démarches, les approches et pour ce numéro on rassemble vingt et un écrits de femmes, concernant leur propre engagement militant, leurs actions dans des luttes d'entreprises, parfois discrètes et néanmoins efficaces, ou ayant parfois défié la chronique à l'époque mais n'apparaissant encore dans aucun écrit publié. Certaines l'ont fait plus facilement que d'autres et même brillamment, mais parce qu'on le leur a demandé. Il a fallu déployer plus d'arguments pour d'autres et les convaincre qu'elles pouvaient écrire, qu'elles devaient signer leur texte. Enfin pour certaines le passage par quelques consignes d'écriture et des interviews a été décisif.

« Une relance dans l'analyse... »

Résultat : une revue vivante, plurielle, précise, qui prend un coup de neuf, des éléments inédits portés à la connaissance de tous, sortant de l'ombre des «dites» anecdotes qui ont changé le cours de l'histoire ; une relance dans l'analyse sur l'engagement des femmes dans les luttes qui est a plus d'un titre intéressante aujourd'hui où la question de la citoyenneté est posée, celle de l'égalité entre hommes et femmes toujours d'actualité et la transformation du monde par chacun(e) et par tou (te) s plus que jamais à l'ordre du jour.

Vous avez dit «Tou (te) s capables» ? Alors on continue, mais pour ça on théorise ensemble, on fait du sens - Pourquoi ? Comment ? La capacité ça se cultive aussi... etc. - pour éviter le retour à l'étape deux de notre petite histoire.

Oui il est temps de (ré) humaniser ce slogan que porte en bannière le GFEN et comme Molière le faisait de la prose pour Monsieur Jourdain, de démontrer concrètement comment nous sommes tou (te) s capables, sans le savoir et comment cet enjeu est sans doute un des paris humains le plus porteur de transformation. ■



(1) Revue de l'Institut CGT d'Histoire Sociale d'Aquitaine - cf. N°65-66 «Femmes de luttes et d'avenir».